

Ce paiement provisoire, avec le redressement des prix céréaliers, est un sujet d'optimisme pour les producteurs céréaliers de l'Ouest, malgré le temps défavorable qui règne depuis l'automne dernier.

L'absence de ruissellement printanier se fait particulièrement sentir dans presque tout le centre de la Saskatchewan, et pourrait se révéler catastrophique pour les éleveurs de bovins, car si l'eau continue de manquer sur les prés il faudra peut-être déplacer beaucoup de bêtes.

L'espoir fait toujours vivre, et les habitants de la Saskatchewan ne comprennent que trop bien que même si nous sommes à la merci du temps, nous n'avons jamais perdu une récolte en avril, encore moins une qui n'avait pas encore été semée.

* * *

LA GARDE DES ENFANTS

ON CRITIQUE LES PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, en compagnie de beaucoup d'autres députés, j'ai eu l'occasion aujourd'hui de rencontrer des membres de la *Child Care Advocacy Association* dont les représentants étaient aujourd'hui sur la colline pour rencontrer les députés. En plus de la sympathie que je ressentirais normalement, ce groupe m'inspire aussi un intérêt particulier parce que j'ai, moi aussi, un enfant en garderie. De plus, je suis membre du conseil d'administration d'une garderie.

Une voix: Vous êtes en conflit d'intérêts!

M. Axworthy: Je partage les préoccupations de la *Child Care Advocacy Association*. Cette association considère, évidemment, les propositions actuelles en matière de garderie comme totalement insuffisantes. Il n'y a pas de responsabilité plus importante pour un parent que de confier le soin de ses enfants à une autre personne pendant six ou sept heures par jour. Cette personne doit pouvoir donner les meilleurs soins, offrir les meilleures installations et posséder la meilleure formation possibles.

Étant donné les bas salaires versés dans ce domaine et les conditions parfois inacceptables dans lesquelles les enfants sont gardés dans notre pays, nous devons améliorer de beaucoup la situation et offrir des solutions bien supérieures à celles qu'on nous propose.

J'appuie aujourd'hui à la Chambre la cause que ces défenseurs des garderies ont plaidée ce matin avec beaucoup de conviction et d'éloquence et j'affirme aussi qu'il est temps que nous nous mettions sérieusement à la tâche pour nous donner un programme beaucoup plus efficace que celui que le gouvernement nous offre aujourd'hui.

Article 21 du Règlement

LES RELATIONS FÉDÉRALES—PROVINCIALES

LA ASIA—PACIFIC INITIATIVE—LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DE CELUI DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Mme Mary Collins (Capilano): Monsieur le Président, si on s'en tenait aux médias, on pourrait penser que le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Colombie-Britannique s'affrontent plus qu'ils ne coopèrent. En réalité, c'est le contraire qui est vrai. Un exemple le prouve d'une façon éclatante, c'est la *Asia-Pacific Initiative*, lancée et financée par les deux paliers niveaux de gouvernement et présidée par un ministre de chaque gouvernement, qui fait appel à plus d'une centaine de bénévoles dans ses divers comités.

La *Asia-Pacific Initiative* travaille sur des projets qui visent à faire de la Colombie-Britannique un centre commercial et touristique prospère sur le Pacifique. L'un de ces projets a déjà été annoncé: Il s'agit d'une conférence et d'une foire sur l'industrie et l'environnement qui se tiendra à Vancouver en mars 1990. Cette conférence contribuera à faire de la province un centre d'excellence de renommée mondiale en matière d'écologie.

Vendredi dernier, le conseil des ministres du Pacifique, conseil unique, composé de ministres des deux paliers de gouvernement, a annoncé une entente en vue de confier la gestion et l'expansion de l'aéroport international de Vancouver à un organisme local.

C'est ce genre de coopération entre les deux gouvernements qui assurera la publicité d'activités économiques rentables pour la Colombie-Britannique et qui garantira un avenir prospère à tous ses habitants.

* * *

L'ÉCONOMIE

LES TAUX D'INTÉRÊT—LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR—L'INCIDENCE SUR LES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, la politique du gouvernement qui s'obstine à maintenir des taux d'intérêt élevés, est préjudiciable aux Canadiens demeurant dans nos régions rurales. Le gouvernement dit qu'il doit renforcer le dollar et hausser les taux d'intérêt. Néanmoins, cette politique crée de graves problèmes à l'égard des produits agricoles exportés, du moins à l'égard des exportations en provenance de ma région. Ces produits sont vendus en dollars américains et comme nous renforçons notre dollar, la valeur de ces exportations fléchit.

Les taux d'intérêt élevés ainsi que la faible valeur des produits, abaissent le prix des terres.

Le ministre des Finances (M. Wilson) affirme que ses politiques visent à contenir l'inflation. Néanmoins depuis quatre ans, dans ma région, le prix des terres a baissé à la moitié de ce qu'elles étaient quand son gouvernement a accédé au pouvoir.